

**Point 0** – Vœu – Ouverture des commerces le dimanche

**Intervention : Aymeric SEASSAU**

Monsieur le président, chers collègues,

Le groupe communiste ne s'associera pas à ce vœu, nous ne voyons pas en quoi la société et le contexte économique aurait tellement changé depuis un an. Pour nous, le dimanche est toujours un repère collectif, un jour commun qui permet de préserver les liens sociaux, qu'ils soient personnels, familiaux ou associatifs. Alors effectivement la société change, les liens sociaux sur lesquels les solidarités reposent se distendent. Et c'est bien pourquoi une journée de repos commune est encore plus indispensable aujourd'hui.

L'intérêt économique d'ouvrir le dimanche n'a jamais été démontré, une étude de l'OCDE montre même que l'ouverture le dimanche ne fait qu'étaler la consommation du reste de la semaine. Le pouvoir d'achat des français diminue effectif d'année en année et c'est bien le cœur du problème. Pourquoi les salariés du commerce devrait-il sacrifier une journée de repos ? A cause de la crise, encore elle !

Les forces les plus rétrogrades de notre pays profitent par tous les moyens d'un contexte économique réputé difficile pour revenir un par un sur l'ensemble des acquis sociaux. Pour les élus communistes, nous devons résister aux pressions qui de dérogation en dérogation souhaitent voir tomber l'ensemble des acquis sociaux.

En 1993 le gouvernement Balladur puis en 2009 le gouvernement Filons, ont ouvert la voie des dérogations. Aujourd'hui 5 dimanche, demain 12, cela ne peuvent conduire qu'à toujours plus de dérogations pour toujours plus de commerces. Il y aura toujours un commerce défavorisé par rapport à un autre qui demandera le droit d'ouvrir le dimanche à ce titre. **A la fin, l'exception devient la règle !**

Quant aux arguments fallacieux, qui voudraient nous faire croire que cela permet des compléments de salaire sur la base du volontariat. Comment y croire une seule seconde ! Les compléments tout comme le volontariat sont rendu indispensables par

des salaires extrêmement bas et un temps partiel généralisé dans ce secteur. De plus, les liens de subordination rendent on le sait le volontariat impossible.

Jusque-là, chaque année, les maires de l'agglomération et de la présidence adoptaient une position commune à l'ensemble du territoire métropolitain afin d'assurer la cohérence et sauvegarder les intérêts des salariés.

Nous sommes conscients que la démarche de Johanna ROLLAND et des maires vise à canaliser de la loi les velléités d'ouverture sans bordage autre que les conditions d'aujourd'hui.

Pour autant, les nouvelles annonces du gouvernement risque fort d'annihiler totalement ces efforts. C'est pourquoi groupe des communistes demande à ce que le vœu adopté le 4 octobre 2013 soit reconduit cette année encore par les 24 maires de l'agglomération et **appel en conséquence tous les élus communautaires à voter contre celui qui nous est proposé aujourd'hui.**

Je vous remercie de votre attention.